

MAIRIE DE LANNEDERN

Bourg
29190 LANNEDERN

RÉHABILITATION DE L'ANCIEN ATELIER EN UNE SALLE CULTURELLE



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot 00 : Prescriptions communes

SARL CANDIO-LESAGE ARCHITECTES

Architecte du Patrimoine et DPLG

24 rue de Denver – 29200 BREST

Tel : 02.29.62.80.15

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DES INTERVENANTS :	3
I ADRESSE DES TRAVAUX :	3
II INTERVENANTS :	3
III CONSISTANCE DE TRAVAUX :	3
GENERALITES :	3
IV DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
V PRESTATIONS ET OBLIGATIONS	4
VI PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES	4
VII COTES ET DISPOSITION SPATIALE DES OUVRAGES	5
VIII DEMARCHES ET AUTORISATIONS	5
IX CALENDRIER DES TRAVAUX	5
X DOCUMENTS D'EXECUTION	5
XI RECEPTION	5
XII DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	5
XIII TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	5
XIV TRAVAUX EN SOUS-TRAITANCE	5
XV SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	6
SPECIFICATIONS CONCERNANT LE DEROULEMENT DU CHANTIER	6
XVI GENERALITES	6
XVII LIAISONS ENTRE CORPS D'ETAT	6
XVIII INSTALLATION ET PROTECTION DU CHANTIER	6
XIX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	6
XX REGLES D'EXECUTION GENERALES	7
XXI ECHANTILLONS, PROTOTYPES ET LOGEMENT TEMOIN.	7
XXII CONTROLE AVANT POSE	7
XXIII PROTECTION DES OUVRAGES	7
XXIV NETTOYAGE DU CHANTIER	7
XXV ENLEVEMENT DES DECHETS	8
XXVI GARDE DU MATERIEL ET DE L'OUTILLAGE	8
XXVII ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU ET ELECTRICITE	8

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DES INTERVENANTS :

I ADRESSE DES TRAVAUX :

Salle Culturelle à Lannédern dans le Finistère (29190)

II INTERVENANTS :

Maître d'ouvrage : Commune de Lannédern représentée par Le maire

11 rue René Caro
29190 LANNEDERN

Architectes : Sarl CANDIO-LESAGE représentée par M. Piotr Candio

24 rue de Denver
29200 Brest

III CONSISTANCE DE TRAVAUX :

Il s'agit de la réhabilitation de l'ancien atelier à Lannédern en Salle Culturelle.
Les travaux comprennent la restauration du clos et couvert de l'édifice.
L'ensemble immobilier sera libre de toute occupation.

GENERALITES :

Le présent cahier a pour objet de faire connaître le programme d'ensemble des travaux et les modalités générales de la construction.

Il est précisé que les plans et les spécifications techniques détaillées de chaque lot s'efforcent d'être aussi précis que possible, mais que chaque Entrepreneur doit suppléer par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être omis ou mal indiqués dans ces documents.

D'autre part, il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages de leur spécialité nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et travaux dans leur ensemble, même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent Marché, sans supplément au prix pour la prestation donnée.

IV DOCUMENTS CONTRACTUELS

Outre les pièces graphiques (plans, coupes et détails) et les pièces écrites (CCTP, DPGF,...), les documents techniques unifiés (D.T.U.) ainsi que les normes françaises (N.F.) sont des documents contractuels. Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître les D.T.U. ainsi que les Normes N.F. en vigueur. Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents. Dans l'ordre hiérarchique, les plans architectes priment sur tout autre plan pour le dimensionnement des ouvrages dans leur ensemble et pour la description des équipements et des objectifs architecturaux. Les pièces graphiques ont vocation à donner la disposition spatiale des éléments de l'ouvrage. Pour toutes les spécifications des ouvrages l'entrepreneur doit systématiquement se référer au C.C.T.P. Les pièces graphiques indiquent les objectifs et les prestations à assurer par les entreprises, cependant les dimensionnements structurels des ouvrages sont donnés à titre indicatif.

Il est de la responsabilité de l'entreprise de vérifier que l'ouvrage tel que décrit est apte au bon fonctionnement, de vérifier l'ensemble des lots pour s'assurer de l'inclusion de tout élément nécessaire et de signaler tout oubli éventuel lors de la remise de son offre, faute de quoi les travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'ouvrage pourront être attribués à son lot sans augmentation de prix.

V PRESTATIONS ET OBLIGATIONS

Une période de préparation spécifique au chantier sera allouée aux entreprises.

Elle sera de **8 jours** à compter de la réception de l'ordre de service de notification du marché ou de démarrage des travaux.

Avant toute exécution, les Entrepreneurs devront établir et soumettre au visa de l'architecte toutes les études et plans d'exécution nécessaires à la bonne marche des travaux ou jugés nécessaires par ce dernier. A défaut ils engageront leur seule responsabilité si l'exécution est réalisée sans approbation et visa préalables.

Ces études et plans d'exécution intégreront de manière significative toutes les interfaces directes avec les autres corps d'état.

Ainsi, ces documents devront respecter des échelles cohérentes entre corps d'états.

- 1/50ème pour les plans d'exécution des ouvrages généraux.
- 1/20ème pour les points particuliers des ouvrages généraux.
- 1/10ème, 1/5 et 1/2, voire 1/1 pour les détails des ouvrages.

Les plans de chaque corps d'état devront faire figurer les éléments principaux des ouvrages des autres corps d'état en contact avec les ouvrages du lot concerné.

Tous les ouvrages nécessaires au complet achèvement seront réputés faire partie intégrale du forfait.

Avant toute exécution, chaque entrepreneur vérifiera toutes les cotes des plans qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières pouvant influencer ses travaux (aplomb, décrochements, alignements et autres).

Il signalera toutes les dispositions qui lui sembleraient contraires à la réglementation, ainsi que les erreurs ou omissions qu'il aurait pu relever.

VI PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'entrepreneur doit :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction, nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché.
- L'établissement des plans de réservation et les plans de chantier.
- L'établissement des plans d'exécution.
- Les notes de calcul afférent aux ouvrages et parties d'ouvrage réalisés (structure et fluides)
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux.
- L'obtention de toutes autorisations administratives liées à l'installation de chantier, au transport, au déchargement ou aux autres actes nécessaires à la réalisation de leur lot.
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels.
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages.
- L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et le nettoyage des lieux en cours de travaux et avant la réception.
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages etc, de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception.
- La mise à jour de l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître de l'ouvrage à la réception des travaux.
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc, nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- Les pertes et déchets éventuels.
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception.
- La participation aux essais éventuellement imposés en cours de travaux.
- Les sujétions provoquées par les interfaces entre travaux (réservations, coordination, etc...)
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Le manque de prise en compte de prestations décrites ci-dessus ne pourra en aucun cas donner lieu à une majoration du marché.

VII COTES ET DISPOSITION SPATIALE DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées sur les pièces graphiques et s'assurer de leur concordance dans les différents plans, et notamment avec les existants.

VIII DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres pour obtenir les autorisations, instructions, accords, etc, nécessaires à la réalisation des travaux.

IX CALENDRIER DES TRAVAUX

Le planning d'exécution détaillé sera à fournir par toutes les entreprises avant le démarrage des travaux.

X DOCUMENTS D'EXECUTION

La réalisation des plans, études et spécifications éventuelles nécessaires à l'exécution des ouvrages font partie du marché confié à l'entreprise.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'exiger des entreprises tout détail d'exécution qu'il jugera nécessaire à la parfaite réalisation des ouvrages. Ces documents doivent être soumis, pendant la période de préparation et conformément au calendrier de la période de préparation, au visa du Maître d'Œuvre avant tout début de travaux.

XI RECEPTION

La réception des travaux sera prononcée après la vérification effectuée par le Maître d'ouvrage ou son/ses représentant(s) qualifié(s) sur le site et portera sur :

- La conformité des installations aux règles de l'art et aux pièces et documents du marché,
- Le fonctionnement de l'ensemble des équipements,
- Les objectifs de performance.

Toutes corrections de non-conformité et réparations sont à la charge de l'exécutant du lot.

XII DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le dossier des ouvrages exécutés est constitué :

- Des plans conformes à l'exécution, remis par les entrepreneurs.
- Des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

L'entreprise doit remettre les pièces relatives aux travaux de son lot à l'architecte dans un délai de 1 mois à compter de la réception finale. Le dossier sera remis en 3 exemplaires papiers dans un ou des classeurs, ainsi que les fichiers informatiques correspondants éventuels.

Le DOE comprendra :

- - L'ensemble des fiches techniques des produits mis en œuvres.
- - l'ensemble des plans, coupes et schémas.
- - les notes de calculs (calcul des structures, y compris linteaux de reprise, **bilan de puissance et bilan thermique**).
- - les PV et avis techniques des produits mis en œuvre, et de la manière la plus complète qui soit pour tous les produits convoqués dans la mise en œuvre de la sécurité incendie.
- - un sommaire des pièces remises.

XIII TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Dans le cas où des travaux supplémentaires devraient être entrepris, ceux-ci doivent faire l'objet d'une demande de devis de la part du maître d'ouvrage puis d'un ordre de service signé par le Maître d'ouvrage, après analyse et validation par l'architecte.

XIV TRAVAUX EN SOUS-TRAITANCE

Il est formellement interdit à l'Entreprise de sous-traiter tout ou partie des travaux lui incombant sans avoir obtenu l'agrément de l'architecte et de la maîtrise d'ouvrage pour le sous-traitant et les prestations sous-

Réhabilitation de l'ancien atelier en Salle Culturelle

traitées et sans avoir communiqué une déclaration de sous-traitance (DC13) et une attestation d'assurance décennale et responsabilité civile du sous-traitant, sa qualification et son Plan Particulier de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

XV SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'entreprise générale est contractuellement tenue de prendre toutes les dispositions réglementaires de sécurité et de protection de la santé.

Elle doit se conformer aux injonctions du Maître d'ouvrage dans le sens du respect des règlements en vigueur.

Il sera établi par le coordonnateur Hygiène et Sécurité avant le début des travaux un Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.) régissant la coordination des entreprises en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque entreprise (sous-traitants compris) devra établir les Plans Particuliers de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) selon les dispositions de la loi du 31 décembre 1993 et du décret du 26 décembre 1994.

Ces prestations font partie du marché.

La présence de plomb, d'amiante et champignons lignivores sur le site est avérée (voir rapport joint) il appartient à l'entreprise de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection de la santé de ces ouvriers.

SPECIFICATIONS CONCERNANT LE DEROULEMENT DU CHANTIER**XVI GENERALITES**

L'architecte organisera les réunions hebdomadaires ou bimensuelles, au cours desquelles il fixera l'ordre d'intervention des entreprises pour l'exécution des travaux.

XVII LIAISONS ENTRE CORPS D'ETAT

L'architecte réalise la coordination avec l'entreprise générale. L'entreprise devra organiser ses travaux en bonne intelligence avec ses sous-traitants, et notamment pour tout ce qui concerne les livraisons et l'occupation des installations de chantiers.

XVIII INSTALLATION ET PROTECTION DU CHANTIER

L'installation et la protection du chantier sont décrit au lot 01, mais il appartient à tous les intervenants (mandataire et sous-traitants) de participer aux installations et à la bonne tenue du chantier.

Les plans et mesures relatifs à l'installation et à la protection du chantier seront soumis à l'approbation de l'architecte et du CSPS.

L'entreprise aura à sa charge la réalisation de deux panneaux : un panneau de chantier réglementaire.

XIX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Comme stipulée au cahier des clauses administratives particulières, obligation est faite aux responsables des entreprises titulaires de marchés de participer aux réunions de chantier, sur convocation, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir.

Les rendez-vous auront lieu chaque semaine aux jours et aux heures fixées par l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués au rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux.

L'absence de l'entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

Mention du fait est portée dans le procès-verbal de rendez-vous de chantier et le Maître d'œuvre est en droit de prendre toutes décisions nécessaires à la marche des travaux et de les faire exécuter, si besoin est, par une autre entreprise aux frais de l'entreprise défaillante.

Les absences et les retards aux rendez-vous de chantier non excusées au préalable et non motivées par un cas de force majeure sont passibles d'une pénalité fixée au cahier des clauses administratives particulières.

Ces pénalités seront retenues sur les situations.

XX REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleurs techniques et pratiques en usage.

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et suivre pour leur exécution dans le délai prescrit la marche indiquée par le Maître d'œuvre. Il est tenu :

- D'une part de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou sous celle de son représentant.
- D'autre part d'avoir toujours tous les matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toutes sortes suffisantes de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'œuvre ou le contractant général et leur réfection jusqu'à totale satisfaction sont à la charge de l'entreprise, de même que tous frais de réfection de dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

XXI ECHANTILLONS, PROTOTYPES ET LOGEMENT TEMOIN.

Sur simple demande du Maître d'œuvre, l'entreprise devra fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons et prototypes d'appareillages, de matériels et de matériaux devant être utilisés pour l'exécution de leur marché et répondant aux prescriptions des pièces du marché, avec réunion de présentation au maître d'ouvrage.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ces risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon et/ou des couleurs correspondant n'aura pas été consignée au compte-rendu hebdomadaire.

Une réunion de présentation des échantillons au maître d'ouvrage sera organisée.

XXII CONTROLE AVANT POSE

Avant toute opération de pose, les contrôles suivants sont effectués :

- Exactitude des repères de référence, dans la limite des tolérances admises (niveaux, nues, axes).
- Conformité des ouvrages réalisés et directement liés à ceux qui doivent être posés.
- Conformité des réservations faites par les autres corps de travaux et qui doivent permettre le fonctionnement des ouvrages à poser.

Toutes les opérations de contrôle mentionnées ci-dessus sont effectuées au fur et à mesure de l'avancement des travaux des autres corps d'état.

En cas d'erreur relevée, celle-ci doit être signalée sans retard afin de permettre les rectifications éventuellement nécessaires, dans les délais prévus au planning.

XXIII PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux existants ou aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes les dispositions et précautions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages finis qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

La protection des ouvrages s'applique également aux ouvrages existants et hors du lot de l'entreprise concernée.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable sera redevable des frais de réfection et de réparation induites.

XXIV NETTOYAGE DU CHANTIER

La tenue et la propreté du chantier sera permanente et irréprochable, l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet; l'entreprise se devra de laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée, et aura donc à sa charge l'évacuation de ses propres gravats à la décharge.

Réhabilitation de l'ancien atelier en Salle Culturelle

Le nettoyage sera étendu à l'ensemble de l'immeuble en cas de débordement des nuisances chantier (traces de pas, poussières, etc.)

Si l'entreprise ne respecte pas les règles, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder aux enlèvements des gravats, par une autre entreprise de son choix, et **les frais en seront supportés par la ou les entreprises en cause ou**, dans le cas où le responsable ne pourrait être établi, par tous les entrepreneurs.

Le Maître d'œuvre et ses partenaires s'engagent à prendre le plus en amont possible l'ensemble des mesures destinées à limiter au maximum les nuisances induites par la future opération de déconstruction et de construction en plusieurs phases, comme la sécurité et le confort des usagers et du personnel, le bruit en particulier vis-à-vis des zones adjacentes, les poussières, l'enlaidissement du bâtiment, la perturbation des flux dans les zones environnantes, l'évacuation des rejets et déchets.

Les sources de pollution et de nuisances à gérer seront de quatre types :

- Les produits de chantier et du bâtiment utilisés respectivement dans la réalisation du chantier, dans la déconstruction et la construction des aménagements
- Les processus de chantier (surtout en phase de déconstruction) en tant que consommateur d'énergie, de source de pollution de l'air, de source de nuisance sonore au niveau du chantier.
- L'impact du chantier en termes de poussières, de délimitation esthétique et de perturbation des flux dans son voisinage.
- Le confort acoustique des locaux provisoires.

Ces sources seront réduites par la mise en place de quatre objectifs élémentaires :

- La mise en place d'une concertation et de réunions d'informations.
- La préconisation spécifique des process de chantier afin de limiter les émissions de poussières, de bruit,
- La gestion spécifiée des produits de la déconstruction (après un audit de déconstruction) et des déchets de chantier (mise en place d'un tri sélectif, organisation d'une filière pour "recycler" au maximum les matériaux et produits de la déconstruction),
- La quantification des mesures prises et leur évaluation tout au long du chantier.

XXV ENLEVEMENT DES DECHETS

Les déchets produits par le chantier devront être évacués vers des décharges publiques agréées, conformément au Plan départemental d'évacuation des déchets en vigueur.

L'entreprise devra être en mesure de justifier la destination de l'ensemble de leurs déchets.

Les bons de décharges seront systématiquement mis en copie à l'architecte pour tout ce qui concerne les matériaux sensibles (amiante et plomb) et à disposition pour les déchets courants.

XXVI GARDE DU MATERIEL ET DE L'OUTILLAGE

Chaque entreprise reste responsable de son matériel et de son outillage. Chaque entreprise veillera constamment au bon rangement et à la sécurité de son matériel.

XXVII ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU ET ELECTRICITE

Les alimentations du chantier en eau et en électricité seront réalisées par l'entreprise et mise à disposition sur le chantier dans les différents étages.

Les abonnements eau et électricité seront à la **charge de l'entreprise**.